De : PREF-COVID <pref-covid19@haute-garonne.gouv.fr>

Envoyé : mercredi 27 avril 2022 14:44

À : destinataires inconnus:

Objet : MESSAGE AUX ÉLUS - COVID-19 // Point de situation au 27.04.2022

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Madame la Présidente du Conseil Régional,
Monsieur le Président du Conseil Départemental,
Mesdames et Messieurs les Maires,
Mesdames et Messieurs les Présidents des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI),
Mesdames et Messieurs,

Je souhaite vous informer des éléments d'actualité sur l'épidémie liée au Covid-19 ainsi que des mesures prises au niveau national et localement.

1. Point épidémiologique

Au 26 avril 2022, pour le département de la Haute-Garonne, sont recensés par l'Agence Régionale de Santé (ARS) :

- 441 (-120) hospitalisations en cours dont 20 (-6) en réanimation/soins intensifs et soins critiques
- 1 304 (+28) personnes décédées

Le taux d'incidence en Haute-Garonne est en légère baisse avec une valeur de 968,7 cas / 100 000 personnes au 26 avril 2022.

Du 26/04/22	Haute-Garonne	Toulouse Métropole	Région Occitanie	National	Alerte maximale
Taux d'incidence en population générale	968,7 / 100 000	Non disponible	Non disponible	785 / 100 000	> 250 / 100 000
Taux d'incidence chez les 20 - 30 ans	Non disponible	Non disponible	Non disponible	/	/
Taux d'incidence pour les plus de 65 ans	Non disponible	Non disponible	Non disponible	Non disponible	> 100 / 100 000
Part des patients COVID dans les réanimations	Non disponible	Non disponible	Non disponible	32,3%	> 30 %

2. Point de situation sur la stratégie vaccinale en Haute-Garonne

- Bilan chiffré au 25/04/2022

Au 25 avril 2022, 12 692 814 injections ont été réalisées en Occitanie. L'Occitanie est la 4ème région française en nombre d'injections derrière l'Île de France, l'Auvergne-Rhône-Alpes et la Nouvelle Aquitaine. La Haute-Garonne est le premier département d'Occitanie en nombre d'injections avec au total de 2 806 613 injections (1 049 190 premières injections, 1 007 503 deuxièmes injections, 732 777 troisièmes injections et 17 119 quatrièmes injections).

- Offre vaccinale en Haute-Garonne

Vous pouvez bénéficier de la vaccination, initiale ou de rappel dans les sites suivants :

- Pharmacies et auprès des professionnels de santé de ville référencés sur : <https://www.sante.fr/cf/centres-vaccination-covid/departement-31-haute-garonne.html>

- Centre de vaccination municipal de Toulouse permanent (17 place de la Daurade à Toulouse) - ouvert les lundi, mardi, mercredi et jeudi.

- Hôpital Joseph Ducing - 15 Rue Varsovie, 31300 Toulouse

- Toulouse-CHU de Purpan Allée Jean Dausset - ouvert du lundi au vendredi

- Toulouse-CHU de Larrey - 24 chemin de Pouvoirville - ouvert du lundi au vendredi

Pour mémoire, il est possible de prendre rendez-vous en ligne :

- sur Keldoc : <https://www.keldoc.com/>

- sur sante.fr : <https://www.sante.fr/cf/centres-vaccination-covid/departement-31-haute-garonne.html>

Pour toute information complémentaire relative à la campagne de rappel vaccinal, veuillez trouver au lien suivant la foire aux questions du Ministère des Solidarités et de la Santé : <https://solidarites.sante.gouv.fr/grands-dossiers/vaccin-covid-19/je-suis-un-particulier/dose-de-rappel-covid19>

3. Rappel: déploiement des capteurs de CO2 dans les établissements d'enseignement

Le gouvernement a mis en place un soutien financier exceptionnel en faveur des collectivités territoriales, pour l'achat de capteurs CO2, afin de procéder à l'équipement et à l'aménagement des écoles publiques, établissements publics locaux d'enseignement et locaux scolaires relevant de leur responsabilité.

Le montant de cette aide est déterminé en tenant compte de plusieurs critères :

- le nombre d'élèves relevant des écoles publiques (1er degré) ou établissements publics locaux d'enseignement (2nd degré, post bac) relevant du ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports, situés sur le territoire de la collectivité territoriale ou de l'EPCI (données de l'année scolaire 2020-2021) : il est prévu un montant forfaitaire de 8 euros par élève (contre un plafond de 2 € utilisé précédemment), sans forfait unitaire de prise en charge par capteur. A titre d'exemple, un maire ayant une école de 200 élèves sur sa commune, pourra prétendre à une subvention de 1 600 €, soit une subvention de nature à sécuriser l'acquisition d'un nombre important de capteurs, afin d'organiser la surveillance de la qualité de l'air dans les différents espaces de l'école.
- Le coût d'acquisition réel TTC des capteurs CO2 par la collectivité ou l'EPCI. La subvention continuera à être versée sur facture.

Cette nouvelle règle s'appliquera de manière rétroactive aux demandes de subventionnement déjà déposées auprès des services académiques.

Seuls les achats de capteurs CO2 facturés entre le 28 avril 2021 et le 15 avril 2022 pourront être pris en compte dans ce calcul. La date limite de dépôt des dossiers est fixée au **30 avril 2022**.

Veuillez trouver au lien suivant la fiche "repères" dédiée à l'enjeu de l'aération et de la ventilation des classes et autres locaux : <https://www.education.gouv.fr/annee-scolaire-2021-2022-protocole-sanitaire-et-mesures-de-fonctionnement-324257>

Pour toute information complémentaire sur ce dispositif, il convient de se rapprocher de la Direction des services départementaux de l'Éducation Nationale (DSDEN) de la Haute-Garonne.

4. Mesures de soutien économique pour les entreprises impactées par la reprise épidémique

- Modification du taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle et de l'allocation d'activité partielle spécifique en cas de réduction d'activité durable

Un décret en date du 25 avril 2022 relève à 7,73 euros le taux horaire minimum de l'allocation d'activité partielle versée à l'employeur à compter du 1er mai 2022.

En outre, ce décret fixe à 8,59 euros le taux horaire minimum de l'allocation versée aux employeurs dont les salariés sont dans l'impossibilité de continuer à travailler parce qu'ils sont considérés : comme des personnes vulnérables présentant un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2, ou sont parents d'un enfant de moins de seize ans, ou d'une personne en situation de handicap faisant d'objet d'une mesure d'isolement, d'éviction ou de maintien à domicile, ainsi qu'aux employeurs qui bénéficient de l'activité partielle de longue durée, au titre des heures chômées à compter du 1er mai 2022.

Veuillez trouver au lien suivant le décret du 25 avril 2022 : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045653593>

RAPPEL

- Aide « coûts fixes rebond association »

Cette aide vise à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises sous forme associative dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de covid-19.

Les conditions d'éligibilité à cette nouvelle aide « coûts fixes rebond association » sont proches du dispositif « coûts fixes rebond » applicable aux entreprises lucratives.

La demande doit être déposée avant le **30 avril 2022** sur le site impots.gouv.fr.

Veuillez trouver au lien suivant un guide relatif à la prise en charge des coûts fixes des entreprises sous forme associative : https://www.associations.gouv.fr/IMG/pdf/aides_couts_fixes_associations_-_vdef.pdf ainsi que le décret du 4 avril 2022 instituant une aide « coûts fixes rebond association » : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045470662>

- **Aide « renfort »**

Un décret publié le 11 avril 2022 prolonge au mois d'avril 2022, le dispositif d'aide dite "renfort" à destination des entreprises dont l'activité d'accueil du public est affectée compte tenu des restrictions sanitaires mises en place pour faire face à l'épidémie de covid-19.

Il instaure une aide complémentaire, qui prend la forme d'une subvention égale à 50 % du montant perçu au titre du mois de décembre 2021. Elle est versée automatiquement, sans démarche de la part des entreprises, par la direction générale des finances publiques (DGFiP).

Les demandes pourront être déposées, **entre le 03 février 2022 et le 30 avril 2022** par voie dématérialisée sur le site impots.gouv.fr

Veillez trouver au lien suivant le décret du 11 avril 2022 relatif à l'adaptation au titre du mois de janvier 2022 de l'aide « renfort » : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045545779>

- **Aide dite « nouvelle entreprise consolidation »**

Par un décret du 21 février 2022, une aide dite « nouvelle entreprise consolidation » vise à compenser les charges fixes non couvertes des entreprises créées entre le 1er janvier 2019 et le 31 octobre 2021, dont l'activité est particulièrement affectée par l'épidémie de Covid-19, pour la période éligible comprise entre le 1er décembre 2021 et le 31 janvier 2022.

Les demandes d'aides doivent être déposées par voie dématérialisée sur le site impots.gouv.fr **avant le 30 avril 2022**.

Le cas échéant, les demandes devront intervenir dans un délai de 45 jours, après le bénéfice des autres aides mises en place pour chaque mois éligible, notamment l'aide renfort et le fonds de solidarité.

Veillez trouver au lien suivant le décret du 21 février 2022 instaurant l'aide dite « nouvelle entreprise consolidation » : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045197797>

- **Aide dite « coûts fixes novembre »**

Un décret du 21 février 2022 institue, au titre du mois de novembre 2021, une aide dite « coûts fixes novembre » visant à compenser les charges fixes non couvertes des entreprises créées avant le 1er janvier 2019, dont l'activité a été particulièrement affectée par les mesures sanitaires de lutte contre l'épidémie de Covid-19, pour la période éligible comprise entre le 1er novembre 2021 et le 30 novembre 2021.

Les demandes d'aide pourront être déposées par voie dématérialisée sur le site impots.gouv.fr, **avant le 30 avril 2022**. Le cas échéant, les demandes devront intervenir dans un délai de 45 jours après le bénéfice de l'aide du fonds de solidarité pour le mois de novembre 2021.

Veillez trouver au lien suivant le décret du 21 février 2022 instituant au titre du mois de novembre 2021 l'aide dite « coûts fixes novembre » : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045197838>

5. FAQ sur l'enseignement agricole actualisée au 15 avril 2022

Vous trouverez au lien suivant la Foire aux Questions (FAQ) relative à l'enseignement agricole dans le contexte sanitaire lié au Covid-19, actualisée au 15 avril 2022: <https://agriculture.gouv.fr/covid-19-faq-enseignement-agricole>

6. Dispositif de suivi de crise "Covid-19" en Préfecture

Des réunions sont organisées entre les services de l'État et les collectivités territoriales. Par ailleurs, des points de situation sont fréquemment diffusés.

Un dispositif d'astreinte (avec un cadre d'astreinte et un sous-préfet de permanence) est en place, avec un numéro joignable 7/7j - 24/24h : **05.34.45.33.30**.

Pour toutes les questions qui n'ont pas de spécificité locale, le grand public dispose d'une plateforme téléphonique nationale joignable au **0 800 130 000** destinée à fournir toute information générale sur la Covid-19 (appel gratuit - 7/7 jours).

Je vous invite également à consulter régulièrement le site internet du gouvernement actualisé en temps réel : <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus> ainsi que le site de la Préfecture de la Haute-Garonne : <http://www.haute-garonne.gouv.fr/>

En vous remerciant pour votre aide dans cette période de crise, je vous prie de croire à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Étienne GUYOT